REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY

oooooooooooooooooooo

ORDONNANCE DE REFERE N°132/ 24 du 18/11/2024

**ORDONNANCE DE
REFERE**

Nous **SOULEY Abou**, Vice-président du Tribunal de Commerce, **Juge de l'exécution**, assisté de **Maitre Ramatou Riba**, Greffière, avons rendu l'ordonnance dont la teneur suit :

Entre:

MONSIEUR OUMAROU MOUSSA BOUKARI, né le 17/12/1960 à Niamey, nigérien demeurant à Niamey/Banifandou II, Tel: 90950676, promoteur de l'Entreprise Oumarou Moussa (EOM), entreprise individuelle à Niamey/Nord-Faisceau, **assisté de la SCPA DMBG, avocats associés**, sise au Village de la Francophonie, BP: 2398 Niamey/ Niger, Tel: 20.32.11.92, au siège de laquelle domicile est élu;

CONTRADICTOIRE

AFFAIRE:

**MONSIEUR OUMAROU
MOUSSA BOUKARI**

C/

DEMANDEUR D'UNE PART ;

**SOCIETE EXCO-FCA
SARL**

Et

LA SOCIETE EXCO-FCA, société à responsabilité limitée au capital de 25.000.000 Fcfa, ayant son siège social à Niamey, 61 Rue des Sorghos, immatriculée sous le n°RCCM-NI-NIM-2003-B181, Nif: 1460, représentée par son gérant Monsieur Nouhou Tari, **assisté de la SCPA MANDELA, société d'avocats**, 468, Rue des Zarmakoy, BP: 12040 Niamey, Tel: 20755091, au siège de laquelle domicile est élu;

COMPOSITION :

PRESIDENT: SOULEY
Abou

DEFENDEUR D'AUTRE PART:

GREFFIERE : Me
Ramatou Riba,

Sans que les présentes qualités puissent nuire ou préjudicier en quoique ce soit aux intérêts réciproques des parties, mais au contraire sous les plus expresses réserves de fait et de droit;

Sur ce ;

FAITS, PROCEDURE ET PRETENTIONS DES PARTIES

Par exploit en date du 21 octobre 2024, de Me Abdou Chaibou, Huissier de Justice près le Tribunal de Grande Instance Hors Classe de Niamey, y demeurant, **Monsieur Oumarou Moussa Boukari**, né le 17/12/1960 à Niamey, nigérien y demeurant/Quartier Banifandou2, promoteur de l'entreprise Oumarou Moussa (EOM), entreprise individuelle, sise à Niamey/Nord-faisceau, **assisté de la SCPA DMBG, avocats associés**, a assigné **la Société Exco-Fca**, société à responsabilité limitée au capital de 25.000.000 Fcfa, ayant son siège social à Niamey, immatriculée sous le n°RCCM-NI-NIM-

2003-B181, représentée par son gérant Monsieur Nouhou Tari, **assisté de la SCPA Mandela, société d'avocats** par devant le Président du Tribunal de Céans, juge des référés, **statuant en matière d'exécution** aux fins de:

- Y venir la Société Exco-Fca ;

En la Forme :

- Déclarer recevable l'action de Monsieur Oumarou Moussa Boukari;
- Déclarer nul et de nul effet l'acte de conversion en saisie-vente du 14 octobre 2024 ;

Au Fond :

- Annuler l'acte de conversion en saisie-vente du 14 octobre 2024 ;
- Annuler le procès-verbal de saisie conservatoire du 24 novembre 2023;
- Ordonner l'exécution de la décision à intervenir nonobstant toutes voies de recours sur minute et avant enregistrement ;
- Condamner la Société Exco-Fca aux entiers dépens;

A l'appui de son action, Monsieur Oumarou Boukari Moussa expose être promoteur de l'entreprise individuelle Oumarou Moussa œuvrant dans le domaine des bâtiments et Travaux publics, d'adduction d'eau et d'import-export, traversant depuis un certain temps des difficultés ayant négativement impacté son chiffre d'affaires.

Au moment où elle essaie de se restructurer, en tentant de recouvrer certaines de ses factures impayées et d'attendre de nouveaux contrats, il fut surpris de se voir signifier l'ordonnance d'injonction de payer n^o13 en date du 17 janvier 2023 à la requête de la société Exco-Fca pour paiement de la somme de 35.750.878 Fcfa.

En formant opposition le 27 janvier 2023 contre ladite ordonnance le Tribunal de céans a vidé sa saisine suivant jugement n^o 93 du 03 mai 2023, contre lequel il a formé pourvoi suivant acte n^o 21/2023 en date du 26 mai 2023.

Suivant Arrêt n^o 24 en date du 16 juillet 2024, la Chambre judiciaire de la Cour d'Etat s'est dessaisit au profit de la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage en disant que le dossier sera transmis à cette juridiction.

Alors selon lui que le dossier est présentement pendant à la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage, il recevait le 07 octobre 2024 signification de la grosse du jugement n^o93 avec commandement de payer.

Aussi, au moment où il a été autorisé à assigner en référé la société Exco-Fca, le jeudi 17 octobre 2024 en vertu de ordonnance n^o 323/P/TC/NY/24 du 14 octobre 2024 en contestation de cet exploit de signification, il lui a encore été signifié le 14 octobre 2024, un acte de conversion en saisie-vente de ses biens meubles corporels, sauf que ledit acte est contraire aux dispositions de l'AUPSR/VE.

Du point de vue de la forme, le requérant soulève la nullité de l'acte de conversion en saisie-vente du 14 octobre 2024 d'une part, pour défaut de qualité de Oumarou Boukari Moussa et d'autre part, pour violation des articles 31 al 1 et 2 de la loi n^o96-02 du 10 janvier 1996, portant statut des huissiers de justice et 18 du décret n^o 2018-266-bis/PRN/MJ du 20 avril 2018 fixant les tarifs des actes d'huissiers de justice et commissaires-priseurs en République du Niger.

Selon lui, l'acte de conversion en saisie-vente du 14 octobre 2024, lui rappelant qu'une saisie conservatoire a été pratiquée à son encontre lui a été servi or, il ressort

du dispositif du jugement commercial n⁰ 93 que c'est l'Entreprise Oumarou Moussa, qui a été condamnée au paiement de la somme de 35.705.878 Fcfa en principal et pourtant, cette dernière est différente de Oumarou Moussa avec chacun un patrimoine propre.

Aussi, en application de l'acte 69 de l'AUPSR/VE, l'acte de conversion en saisie-vente doit contenir le décompte distinct des sommes réclamées, mais pourtant ce dernier fait état de la somme de 42.970.345 Fcfa et l'exploit de signification de la grosse du jugement avec commandement de payer indique le montant de 42.875.345 fcfa, soit une différence de 115.000 Fcfa.

Toujours est-il, que conformément aux articles 31 al 1 et 2 de la loi n⁰96-02 du 10 janvier 1996, portant statut des huissiers de justice et 18 du décret n⁰2018-266-bis/PRN/MJ du 20 avril 2018 fixant les tarifs des actes d'huissiers de justice et commissaires-priseurs en République du Niger, il est alloué à l'huissier de justice un droit proportionnel d'un taux de 6% sur les sommes variant de 10.000.001 à 100.000.000 Fcfa correspondant ainsi à 2.142.352 Fcfa au lieu de 2.578.927 Fcfa indiqué dans l'acte de conversion en saisie-vente.

Qui plus est, l'acte de conversion incriminé indique les intérêts échus de 19 mois au taux de 4,5 % par an, alors que le jugement n⁰ 93 a été revêtu de la formule exécutoire le 1^{er} octobre 2024, constituant le point de départ des intérêts. A supposer martèle t-il, que l'huissier de justice ait pris en compte la date du jugement comme point de départ des intérêts, il s'est écoulé au jour de la présente 17 mois au lieu de 19.

C'est pourquoi, en vertu des dispositions des articles 69. 4 de l'AUPSR/VE, 428 du code de procédure civile et de la jurisprudence (**Tribunal de commerce de Niamey, ordonnance de référé n⁰74 du 25/07/2022**), l'acte de conversion en date du 14/10/2024 encourt nullité.

En outre précise t-il, l'acte de conversion en cause mérite annulation car, il fait mention des frais de recouvrement et autres accessoires, alors que ces frais ne doivent figurer sur le commandement, qu'après avoir été taxés au sens de l'article 645 du code de procédure.

Par ailleurs souligne t-il, la grosse du jugement n⁰93 du 03 mai 2023 est intervenue en fraude à la loi car, le jugement commercial n⁰ 93 du 03 mai 2024, n'est pas définitif, la décision n'étant pas assortie de l'exécution provisoire et le dossier pendant devant la CCJA en vertu de l'arrêt n⁰ 24 du 16 juillet 2024 de la Cour d'Etat, encore moins assorti de l'exécution provisoire. Dans ces conditions, il ya lieu de déclarer nul et de nul effet, l'acte de conversion en date du 14/10/2024.

S'agissant du fond, le requérant plaide en faveur de la nullité de l'acte de conversion en date du 14/10/2024 pour violation des articles 588 du Code de Procédure Civile et 31 de l'Ordonnance n⁰2023-11 du 05 octobre 2023 déterminant l'organisation, les missions et le fonctionnement de la Cour d'Etat et 51 de l'AUPSR/VE.

S'agissant de l'inobservation des articles 588 du CPC et 31 de l'Ordonnance n⁰ 2023-11 sur la Cour d'Etat, il déclare que l'Entreprise Oumarou Moussa s'est par acte n⁰21/2023 en date du 26 mai 2023 pourvu en cassation contre le jugement commercial n⁰ 93 et en vertu des articles 588 du code de procédure civile et 31 de l'ordonnance n⁰2023-11 du 05 octobre 2023 déterminant l'organisation, les missions et le fonctionnement de la Cour d'Etat, le pourvoi n'est suspensif entre autres que lorsque, le quantum de la

condamnation est supérieur à 25 millions de Fcfa. Or, en l'espèce, le quantum de la condamnation étant supérieur au montant sus indiqué, le pourvoi est donc suspensif.

A ce titre, la jurisprudence a déjà retenu: « **Il ya lieu de relever cependant qu'il ressort clairement des dispositions des articles 49 et 31 susvisés que c'est le pourvoi qui est suspensif** » (Tribunal de commerce de Niamey, Ordonnance de référé n° 156 du 11/12/2023).

Il fait valoir que l'article 51 de l'AUPPSR/VE quant à lui, énumère les biens insaisissables dont entre autres les biens mobiliers nécessaires à l'exercice de l'activité professionnelle du saisi. En l'espèce précise t-il, la saisie conservatoire pratiquée le 24 novembre 2024 porte sur ses biens nécessaires à l'exercice de son activité professionnelle dont notamment des ordinateurs et accessoires, des tables de bureau et autre mobiliers et un véhicule Toyota Land cruiser immatriculé TT 02236 NY.

Pour toutes ces raisons, il ya lieu d'annuler l'acte de conversion en saisie-vente du 14/10/2024 et par voie de conséquence, le procès-verbal de saisie conservatoire en date du 24 novembre 2023.

Concluant par l'organe de son conseil (la SCPA Mandela), la société Exco-Fca réfute les allégations du requérant quant à la nullité de l'acte de conversion en saisie-vente du 14/10/2024.

Ainsi, s'agissant du grief tiré du prétendu défaut de qualité du requérant, la société Exco-Fca précise qu'en application des alinéas 1 et 2 de l'article 1-16 de l'AUPSR/VE, le requérant ne donne aucun fondement légal à la nullité qu'il invoque et qu'il n'apporte pas la preuve du préjudice qu'il aurait subi du fait de l'irrégularité alléguée.

D'ailleurs selon elle, la distinction entre l'entreprise Oumarou Moussa et Monsieur Oumarou Moussa n'est point fondée en ce que d'une part, la première n'est que le nom commercial sous lequel le second, inscrit au RCCM exerce son activité.

D'autre part, une entreprise individuelle appartient à son exploitant et emprunte les éléments d'identification de ce dernier de sorte qu'il existe une confusion entre les deux en citant à l'appui des cas de jurisprudence (CCJA, 1^{ère} Ch, Arrêt n°040/2009 du 30 juin 2009, Aff, Barou Entreprise des Travaux dite Batra c/ Semos SA, CCJA, 1^{ère} Ch, Arrêt n° 26/2009 du 7avril 2005, Aff, Bou Chebel Malek c/la Station Mobile de Yamoussoukro, le Juris-Ohada, n°5/2005, p.27, Recueil de jurisprudence de la CCJA, n°5, janvier-juin 2005, volume 2, p 47).

De ce point de vue martèle t-elle, la condamnation prononcée contre l'entreprise Oumarou Moussa dont Oumarou Moussa Boukari est le promoteur, rend ce dernier débiteur du montant de la condamnation et de ce fait, l'acte de conversion en saisie-vente, qui lui a été servi en tant qu'exploitant de l'entreprise pour une dette née de cette exploitation est régulier. C'est pourquoi, ce moyen de nullité est mal fondé.

Concernant les griefs tirés de la violation des articles 31 de la loi portant statut des huissiers de justice, 428, 645 du code de procédure civile et 92.1 de l'AUPSR/VE, elle indique que le requérant fait référence à l'inexactitude des montants indiqués dans l'acte de conversion en saisie-vente, sans nier que ledit acte contient la mention relative à l'indication du décompte distinct des sommes réclamées tel que l'exige l'article 69 de l'AUPSR/VE.

En tout état de cause souligne t-elle, à la lecture de l'acte de conversion en cause, aucune des mentions prévues à peine de nullité par l'article 69 ne fait défaut, encore qu'aucun préjudice n'a été prouvé par le requérant et du reste selon la jurisprudence, l'inexactitude du montant porté au commandement ne peut faire courir la nullité à cet

acte (CCJA, 3^e Ch, Arrêt n^o 025/2011 du 06 décembre 2011, Aff, Somair SA C/ Moussa Idi).

Pour toutes ces raisons, ce moyen de nullité soulevé mérite d'être rejeté, comme étant mal fondé.

Sur la prétendue irrégularité du jugement n^o93 du 03 mai 2023, elle rétorque que l'article 16 du traité de l'Ohada prévoit que la saisine de la CCJA n'est pas suspensive de l'exécution et de ce fait, le jugement en cause étant rendu en premier et dernier ressort, son exécution permet d'y apposer la formule exécutoire en vue de l'obtention d'une grosse en forme exécutoire.

C'est pourquoi, la grosse de ce jugement n'est affectée d'aucune irrégularité susceptible de faire encourir la nullité de l'acte de conversion en saisie-vente en date du 14 octobre 2024.

Elle soutient en outre, que la prétendue nullité l'acte de conversion en saisie-vente sur le fondement des articles 588 du Code de Procédure Civile et 31 de la loi sur la Cour d'Etat est aussi mal fondée car d'une part, le requérant ne nie pas, que la Cour d'Etat s'est dessaisi de son pourvoi au profit de la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA) devant laquelle l'affaire est pendante et d'autre part, l'effet suspensif du pourvoi s'est estompé du fait de ce dessaisissement de la première juridiction au profit de la seconde.

Pour ce qui est de la prétendue violation de l'article 51 de l'AUPSR/VE, la société Exco-Fca, oppose l'article 143 du même acte qui dispose, que lorsque l'insaisissabilité est invoquée par le débiteur, la procédure doit être introduite dans le délai d'un mois à compter de la signification de l'acte de saisie. Or révèle t-elle en l'espèce, le procès-verbal de saisie conservatoire ayant été signifié le 24 novembre 2023 à Monsieur Oumarou Moussa, l'insaisissabilité soulevée par ce dernier est faite hors délai, emportant sa forclusion et de ce fait, l'irrecevabilité de ce moyen.

L'irrecevabilité se justifie aussi selon ses dires, du fait de l'inexistence de la saisie conservatoire déjà convertie en saisie-vente dont l'acte y afférent seul est susceptible de contestation tel qu'il ressort de la jurisprudence : « **Dès lors que le débiteur saisi a reçu notification de la saisie et de l'acte de conversion, toute action ultérieure en nullité de la saisie conservatoire qu'il pourrait initier doit être déclarée sans objet** » (Tribunal de Première Instance d'Edéa, ordonnance n^o01/ORD/CE/TPI/011 du 24 février 2011, Jens Krause c/ Nkouankam Eric James et N'Gandeu Philippe Roland).

Pour avoir suffisamment démontré le mal fondé des demandes du requérant, renchérit la société Exco-Fca, il ya lieu d'ordonner la continuation des poursuites.

Dans ses conclusions en réplique, le requérant réitère par la voix de son conseil, ses prétentions relativement à la nullité de l'acte de conversion en saisie-vente du 14/10/2024 sur le fondement des articles 13 et 139 du code de procédure civile régissant le droit d'agir, puis de l'article 141 car, le défaut de qualité étant une fin de non-recevoir, il n'est pas nécessaire de faire la preuve d'un préjudice.

Il maintient une fois de plus, qu'il y a violation des articles 31 al 1 et 2 de la loi portant statut des huissiers de justice et 18 du décret fixant les tarifs des actes des huissiers de justice en république du Niger, pour avoir à tort mis à sa charge des frais

supplémentaires à hauteur de 2.578.927 Fcfa et contrairement aux prétentions de son adversaire, il a subi un préjudice inhérent à la réclamation de ce montant indu.

En outre, souligne-t-il, si aucune des mentions prévues par l'article 69 de l'AUPSR/VE ne fait défaut, il n'en demeure pas moins, que le décompte des sommes réclamées en principal, frais et intérêts échus, ainsi que l'indication du taux des intérêts doivent être exacts et corrects au-delà du fait que le calcul des frais de recouvrement obéit à la loi nationale, en l'occurrence les dispositions du code de procédure civile et de la loi portant statut des huissiers de justice. C'est en cela, que l'acte de conversion en saisie-vente querellé encourt nullité.

S'agissant de l'irrégularité de la grosse du jugement commercial n⁰93 du 03 mai 2023, il prétend que certes selon l'article 16 du traité de l'Ohada, la saisine de la CCJA n'est pas suspensive de l'exécution et que la Chambre Judiciaire de la Cour d'Etat du Niger s'est dessaisi au profit de cette juridiction, mais cette dernière n'est pas encore régulièrement saisie, en ce que son client en particulier et les parties en général ne sont pas avisées par la CCJA de la transmission du dossier conformément à l'article 51 du règlement de procédure de la CCJA.

Il maintient en outre, la société Exco-Fca ne saurait se prévaloir de l'article 16 du traité Ohada car, ce sont en l'espèce les dispositions des articles 588 du code de procédure civile et 31 de l'ordonnance n⁰2023-11 du 05 octobre 2023 déterminant l'organisation, les missions et le fonctionnement de la Cour d'Etat qui sont applicables surtout qu'il a le 14 octobre 2024 saisi la Cour d'Etat d'une requête afin de sursis à exécution. D'ailleurs, le Tribunal de commerce de Céans dans une affaire similaire a décidé dans ce sens (**Tribunal de commerce de Niamey, Ordonnance de référé n⁰156 du 11/12/2023**).

C'est pourquoi, il ya lieu de déclarer nul et de nul effet, l'acte de conversion en saisie-vente du 14/10/2024.

Concernant les prétentions de la société Exco-Fca relatives à sa forclusion sur le moyen tiré de l'insaisissabilité des biens objet de la saisie du fait de l'inexistence de la saisie conservatoire déjà convertie en saisie-vente, le requérant soutient qu'il conteste l'acte de conversion en saisie-vente dans son assignation et que cet acte lui ayant été signifié le 14 octobre 2024, il a élevé ses contestations le 21 octobre 2024, soit avant l'expiration du délai d'un mois conformément à l'article 143 de l'AUPSR/VE.

Il fait valoir qu'en vertu de la loi (**articles 51 et 143 de l'AUPSR/VE, 55 de la loi n⁰ 63-18 du 22 février 1963**) et de la jurisprudence (**Ord de référé n⁰ 098 du 29/10/2022 et n⁰ 72/2019 du 09/07/2020**), les biens mobiliers nécessaires à l'activité professionnelle du saisi comme c'est le cas en l'espèce sont insaisissables.

Pour toutes ces raisons, il ya lieu de déclarer recevable le moyen tiré de l'insaisissabilité soulevée et d'annuler l'acte de conversion en saisie-vente du 14 octobre 2024, puis d'ordonner la mainlevée de ladite saisie sous astreinte de 10.000.000 Fcfa par jour de retard.

Il réitère enfin, ses prétentions quant au rejet de la demande tendant à ordonner la continuation des poursuites formulée par la société Exco-Fca pour avoir dit-il, non seulement démontré que l'acte de conversion en cause est entaché d'irrégularité autant que la grosse du jugement commercial n⁰93 mais aussi, que les biens saisis sont insaisissables.

Au cours des débats à l'audience, les parties à travers leurs conseils respectifs ont pour l'essentiel réitéré des demandes et maintenu leurs prétentions.

EN LA FORME

Attendu que Monsieur Oumarou Moussa a quant à la forme soulevé la nullité de l'acte de conversion en saisie-vente du 14 octobre 2024, pour son défaut de qualité;

Qu'il prétend que ledit acte lui a été servi, en lui rappelant qu'une saisie conservatoire a été pratiquée à son encontre sauf, que c'est l'Entreprise Oumarou Moussa qui a fait l'objet d'une condamnation pour le paiement de la somme de 35.705.878 Fcfa, suivant jugement n⁰93 du 03 mai 2023;

Qu'il soutient qu'il ya une différence entre l'entreprise Oumarou Moussa et lui car, chacun dispose de son propre patrimoine;

Attendu que la société Exco-Fca estime pour sa part, que la distinction entre l'entreprise Oumarou Moussa et Monsieur Oumarou Moussa ne repose sur aucun fondement aux motifs, que l'entreprise n'est que le nom commercial sous lequel, le requérant exerce son activité;

Que selon la jurisprudence une entreprise individuelle est la propriété de son exploitant et emprunte les éléments d'identification de ce dernier au point où, il peut exister une confusion entre les deux ;

Qu'à ce titre, la condamnation prononcée contre l'entreprise Oumarou Moussa dont ce dernier est promoteur le rend débiteur du montant de la condamnation;

Mais attendu qu'il est de prime abord important de noter, que l'entreprise Oumarou Moussa, entreprise individuelle de son état est sans personnalité juridique et que le droit d'agir en justice appartient à son promoteur dont notamment Oumarou Moussa ayant qualité à cet effet, comme c'est le cas concernant la présente procédure;

Qu'il est évident, que si l'entreprise a été condamnée suivant jugement n⁰93 en date du 03 mai 2023, c'est bien sans nul doute du fait qu'une confusion fut entretenue entre ladite entreprise et son promoteur;

Que dans pareille circonstance, il résulte d'une jurisprudence constante, qu'une entreprise individuelle appartient à son exploitant et emprunte les éléments d'identification de ce dernier de sorte qu'il existe une confusion entre les deux (CCJA, 1^e Ch, Arrêt n⁰040/2009 du 30 juin 2009, Aff, Barou Entreprise des Travaux dite Batra c/ Semos SA, CCJA, 1^e Ch, Arrêt n⁰ 26/2009 du 7avril 2005, Aff, Bou Chebel Malek c/ la Station Mobile de Yamoussoukro, le Juris-Ohada, n⁰5/2005, p.27, Recueil de jurisprudence de la CCJA, n⁰5, janvier-juin 2005, volume 2, p 47) ;

Qu'en considération de ce qui précède, il ya lieu de déclarer mal fondé le moyen soulevé;

Attendu par ailleurs, que Monsieur Oumarou Moussa a introduit son action dans les forme et délai prescrits par la loi; qu'il ya lieu de la déclarer recevable;

Attendu en outre, que toutes les parties ayant comparu à l'audience, il sera statué contradictoirement à leur égard;

AU FOND

Sur la violation des articles 31 al 1 et 2 de la loi n⁰96-02 du 10 janvier 1996,18 du décret n⁰ 2018-266-bis/PRN/MJ du 20 avril 2018, 428, 645 du code de procédure civile et 69 de l'AUPSR/VE.

Attendu que le requérant soulève la nullité de l'acte de conversion en saisie-vente en date du 14 octobre 2024, pour violation des articles 31 al 1 et 2 de la loi n⁰96-02 du 10

janvier 1996, 18 du décret n^o2018-266-bis/PRN/MJ du 20 avril 2018, 428, 645 du code de procédure civile et 69 de l'AUPSR/VE;

Qu'il prétend que ledit acte, fait mention des frais de recouvrement et autres accessoires ne devant pas y figurer sans être taxés et mis à tort à sa charge lui causant un préjudice;

Qu'il soutient, que l'article 69 de l'AUPSR/VE a certes indiqué les mentions, que doit contenir l'acte de conversion en saisie-vente mais, que le décompte des sommes réclamées dont notamment les frais d'huissier et la majoration du taux des intérêts sont du domaine de la loi nationale;

Attendu que la société Exco-Fca répond pour sa part, que l'acte de conversion querellé contient la mention relative à l'indication du décompte distinct des sommes réclamés tel que l'exige l'article 69 et qu'aucune des mentions prévues à peine de nullité par ce texte ne fait défaut;

Qu'elle ajoute que selon la jurisprudence: « l'inexactitude du montant porté au commandement ne peut faire courir la nullité à cet acte » ((CCJA, 3^e Ch, arrêt n^o 025/2011 du 06 décembre 2011, Aff, Somair SA c/ Moussa Idi) ;

Attendu qu'aux termes de l'article 69 de l'AUPSR/VE: « **Muni d'un titre exécutoire constatant l'existence de sa créance, le créancier signifie au débiteur un acte de conversion qui contient à peine de nullité:**

- 1) **les noms, prénoms et domicile du saisi et du saisissant, ou s'il s'agit de personnes morales, leurs dénomination, forme et siège social ;**
- 2) **la référence du procès-verbal de saisie conservatoire;**
- 3) **la copie du titre exécutoire sauf si, celui-ci a déjà été communiqué dans le procès-verbal de saisie, auquel cas il est seulement mentionné;**
- 4) **le décompte distinct des sommes à payer, frais et intérêts échus, ainsi que le décompte du taux des intérêts ;**
- 5) **un commandement d'avoir à payer cette somme dans un délai de huit jours, faute de quoi il sera procédé à la vente des biens saisis ... ; »**

Attendu qu'il ne résulte pas de ce texte, une obligation faite au créancier de donner la base de calcul du taux des intérêts et autres montants réclamés, mais au contraire celle de faire mention dans l'acte de conversion le décompte des sommes réclamées, en principal, frais et intérêts ainsi qu'un commandement d'avoir à payer lesdits montants dans un délai de 08 jours faute de quoi, il sera procédé à la vente des biens saisis;

Qu'il s'ensuit, qu'à la lecture de l'acte de conversion en cause, il apparait clairement toutes les mentions exigées par l'article 69 susvisé et qu'en tout état de cause, du moment où seul le défaut ou l'omission de décomptes est sanctionnée et non le défaut d'indication de la base de calcul ou l'erreur de décomptes des frais et celle de l'indication du taux d'intérêts, il ya dès lors lieu de dire et juger, qu'il n'ya pas violation des articles 31 al 1 et 2 de la loi n^o96-02 du 10 janvier 1996, 18 du décret n^o2018-266-bis/PRN/MJ du 20 avril 2018, 428 et 645 du CPC et que l'acte de conversion incriminé est bien conforme aux dispositions de l'article 69 de l'AUPSR/VE;

**Sur la violation des articles 588 du CPC et 31 de l'ordonnance n^o 2023-11 du 05
octobre 2023**

Attendu que le requérant soulève l'irrégularité de la grosse du jugement commercial n^o93 du 03 mai 2023 et conséquemment la nullité de l'acte de conversion en date du 14/10/2024 aux motifs, que ladite grosse est intervenue en fraude à la loi car, le jugement n'est pas définitif et qu'en dépit du dessaisissement de la Cour d'Etat du Niger au profit de la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA), cette dernière n'est pas encore régulièrement saisie en application de l'article 51 de son règlement de procédure;

Que soutient, que seuls les articles 588 du code de procédure civile et 31 de l'ordonnance n^o2023-11 du 05 octobre 2023 déterminant l'organisation, les missions et le fonctionnement de la Cour d'Etat sont applicables ;

Attendu que la société Exco-Fca rétorque, que la saisine de la CCJA n'est pas suspensive de l'exécution en vertu de l'article 16 du traité Ohada et que le jugement querellé étant rendu en premier et dernier ressort, son exécution permet d'y apposer la formule exécutoire en vue de l'obtention d'une grosse en forme exécutoire;

Qu'elle révèle, que les articles 588 du Code de procédure civile et 31 de l'ordonnance sur la Cour d'Etat ne sont pas applicables en raison du dessaisissement de cette juridiction par arrêt n^o24 en date du 16 juillet 2024;

Attendu qu'au sens des dispositions combinées des articles 15 du traité relatif à l'harmonisation du droit des affaires en Afrique (OHADA) et 51 du règlement de procédure de la CCJA **le renvoi d'une juridiction nationale statuant en cassation constitue un des modes de saisie de la CCJA, ayant pour effet le dessaisissement d'office de la juridiction de renvoi ;**

Que dans le même ordre d'idées, la jurisprudence a déjà décidé : « **Est recevable, le recours formé devant la CCJA par renvoi de la juridiction nationale statuant en matière de cassation** » (CCJA, 1^e Ch, arr n^o 013/2016, 11 fév 2016, Aff Société Générale de Banques en Côte d'Ivoire (SGBCIA c/ Koné Lassina);

Qu'au vu de ce qui précède, il ya lieu de conclure que la saisine de la CCJA ne souffre d'aucun doute;

Attendu qu'il est en outre constant, que le jugement n^o93 du 03 mai 2023 rendu en premier et ressort est revêtu de la formule exécutoire et qu'il constitue un titre exécutoire conformément à l'article 33 de l'AUPSR/VE ;

Qu'il est d'une part, indéniable que c'est sur la base de ce titre exécutoire que la société Exco-Fca a procédé conformément à l'article 69 de l'AUPSR/VE à la conversion de la saisie conservatoire en saisie-vente dont le requérant (saisi) reconnaît avoir reçu signification;

Que d'autre part, le titre exécutoire dont il s'agit n'a pas été remis en cause en ce que la preuve à cet effet n'a pas été produite au-delà du fait, que l'acte de conversion querellé a été jugé conforme aux prescriptions de l'article 69 de l'AUPSR/VE;

Qu'en définitive, contrairement aux prétentions du requérant, si l'article 16 du traité relatif à l'harmonisation du droit des affaires en Afrique (OHADA) prévoit que la saisine de la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage suspend toute procédure de cassation engagée devant une juridiction nationale contre la décision attaquée, il n'en demeure pas moins, que ce même texte précise sans équivoque **que cette règle n'affecte pas les procédures d'exécution**, comme c'est le cas en l'espèce;

Qu'au vu de ce qui précède, il ya lieu de déclarer mal fondés, les moyens soulevés par le requérant ;

Sur la violation des articles 51, 143 de l'AUPSR/VE et 55 de la loi n⁰ 63-18 du 22 février 1963

Attendu que le requérant conclut à la nullité de l'acte de conversion en saisie-vente du 14/10/2024 et même du procès-verbal de saisie conservatoire en date du 24 novembre 2023 au motif pris de l'insaisissabilité des biens qui en ont fait l'objet;

Qu'il affirme, qu'en violation des articles 51 de l'AUPSR/VE et 55 de la loi n⁰ 63-18 du 22 février 1963, les biens mobiliers nécessaires à l'exercice de son activité professionnelle ont été saisis, dont notamment des ordinateurs et accessoires, des tables de bureau et autre mobiliers et un véhicule Toyota Land cruiser immatriculé TT 02236 NY;

Qu'il soutient, que ses contestations en date du 21 octobre 2024 concernent l'acte de conversion en saisie-vente et que cet acte lui ayant été signifié le 14 octobre 2024, il estime avoir agi avant l'expiration du délai d'un mois imparti par l'article 143 de l'AUPSR/VE ;

Attendu que la société Exco-Fca estime pour sa part, que le requérant est d'une part, frappé de forclusion en vertu de la jurisprudence et en application de l'article 143 de l'AUPSR/VE, pour avoir soulevé l'insaisissabilité des biens après le délai d'un mois à compter de la signification de l'acte de saisie qui lui a été faite depuis le 24 novembre 2023 ;

Attendu qu'aux termes de l'article 143 de l'AUPSR/VE: **« Les contestations relatives à la saisissabilité des biens compris dans la saisie sont portés devant la juridiction compétente par le débiteur, l'huissier de justice ou l'autorité chargée de l'exécution agissant comme en matière de difficultés d'exécution.**

Lorsque l'insaisissabilité est invoquée par le débiteur, la procédure doit être introduite dans le délai d'un mois à compter de la signification de l'acte de saisie. » ;

Qu'il résulte contrairement aux prétentions du requérant, que l'insaisissabilité ne peut être invoquée, que dans la limite d'un mois à compter de la signification de la saisie et non à compter de la signification de l'acte de conversion en saisie-vente, qui marque le passage d'une saisie conservatoire en saisie-vente, qui est une procédure d'exécution forcée ;

Que dans le même sens, la jurisprudence a bien précisé: **« Dès lors que le débiteur saisi a reçu notification de la saisie et de l'acte de conversion, toute action ultérieure en nullité de la saisie conservatoire qu'il pourrait initier doit être déclarée sans objet » (Tribunal de Première Instance d'Edéa, Ordonnance n⁰01/ORD/CE/TPI/011 du 24 février 2011, Jens Krause c/Nkouankam Eric James et N'Gandeu Philippe Roland) ;**

Qu'au vu de ce qui précède, il ya lieu de constater, que le saisi a soulevé l'insaisissabilité des biens hors du délai d'un mois à compter de la signification de la saisie datant du 24 novembre 2023 et de le déclarer en conséquence forclos en application des dispositions de l'article 143 susvisé ;

Attendu qu'en considération de tout de ce qui précède, il ya lieu de débouter Monsieur Oumarou Moussa Boukari de toutes ses demandes, fins et conclusions, comme étant mal fondées;

SUR LES DEPENS

Attendu que Monsieur Oumarou Moussa Boukari a succombé à la présente instance; qu'il ya lieu de mettre les dépens à sa charge;

PAR CES MOTIFS:

LE JUGE DE L'EXECUTION

Statuant publiquement, contradictoirement en matière d'exécution et en premier ressort:

- Rejette l'exception de nullité pour défaut de qualité soulevée par le requérant, comme mal fondée;
- Déclare en conséquence recevable Monsieur Oumarou Moussa Boukari en son action, comme étant régulière;
- Dit que l'acte de conversion en saisie-vente en date du 14 octobre 2024 est régulier et conforme à la loi, en ce qu'il contient toutes les mentions prescrites par l'article 69 de l'AUPSR/VE;
- Dit que le renvoi par la juridiction nationale est en vertu des articles 15 du traité de l'Ohada et 51 du règlement de procédure de la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage, un des modes de saisine de cette juridiction;
- Dit que l'arrêt de renvoi n^o 24 en date du 16 juillet 2024 de la Cour d'Etat du Niger vaut non seulement dessaisissement d'office de cette juridiction rendant de ce fait, inapplicables les articles 588 du code de procédure civile et 31 de l'ordonnance n^o2023-11 du 05 octobre 2023 mais aussi, saisine de la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage;
- Dit que le caractère suspensif de la saisine de la CCJA au sens de l'article 16 du traité de l'Ohada, n'affecte pas les procédures d'exécution entamées, dont notamment une saisie conservatoire déjà convertie en saisie-vente;
- Constate que le saisi, en l'occurrence Monsieur Oumarou Moussa Boukari a soulevé l'insaisissabilité des biens hors du délai d'un mois à compter de la signification de la saisie datant du 24 novembre 2023 ;
- Le déclare en conséquence forclos en application des dispositions de l'article 143 de l'AUPRSR/VE;
- Le déboute par ailleurs, de toutes ses demandes, fins et conclusions, comme étant mal fondées;
- Met les dépens à sa charge;

Avisé les parties de ce qu'elles disposent d'un délai de huit (08) jours à compter du prononcé de la présente décision pour interjeter appel, par dépôt d'acte d'appel au Greffe du Tribunal de Céans.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement, les jours, mois et an que dessus.

Ont signé:

Le Président

Le Greffier

Suivent les signatures :

POUR EXPEDITION CERTIFIEE CONFORME

NIAMEY, LE 27/11/2024

LE GREFFIER EN CHEF P.I